

POUR UN SYNDICAT DE CLASSE

supplément syndical
du "PROLETAIRE " N° 66

(organe du
Parti communiste
international)

JUIN 1969

LE BUT DE NOTRE COMBAT

Nous combattons pour les principes qui ont toujours inspiré les communistes révolutionnaires dans les luttes revendicatives et dans les organisations de défense économique des travailleurs, principes qu'ils ont toujours défendus contre l'opportunisme et le réformisme :

NOUS NOUS BATTONS POUR QUE LE SYNDICAT OUVRIER TRADITIONNEL, LA C.G.T., RENAISSSE COMME SYNDICAT DE CLASSE. Un syndicat qui affirmera sa volonté de défendre exclusivement et sans défaillance le niveau de vie et les conditions de travail des prolétaires qu'il n'acceptera jamais de subordonner aux soi-disant exigences supérieures de l'usine, de l'économie nationale, de la patrie ; encore moins à la défense des institutions bourgeoises : constitution, démocratie, parlement, lois. Face à l'usine comme à la nation, face à la démocratie comme au fascisme, le prolétariat se trouve dans la même position que le forçat aux galères: IL DOIT ABATTRE LE MUR ET NON LE SOUTENIR !

NOUS NOUS BATTONS POUR QUE LE SYNDICAT UNITAIRE DES TRAVAILLEURS RENAISSSE. La C.G.T. ne deviendra unitaire que si elle refuse de se lier politiquement et organisativement aux syndicats jaunes, et fixe aux prolétaires des buts de CLASSE à atteindre par les méthodes de la lutte de classe.

(suite p. 2)

ELECTIONS : POUR RIEN !

"Peste" ou "choléra", le résultat définitif de l'élection présidentielle révèle crûment ce que valait l'objectif politique au nom duquel, depuis des années, l'énergie ouvrière a été gaspillée. Au soir de la victoire de Pompidou, chaque ouvrier doit faire son bilan. Il sait désormais qu'il n'a rien gagné aux élections, il lui reste à faire le compte de ce qu'il a perdu.

Alliance avec les classes moyennes, unité avec leurs partis : ce sont là, depuis 10 ans, les mots d'ordre qui conditionnent toute activité syndicale et qui étouffent toute action revendicative. Pas une grève importante, durant toute cette période, qui n'ait été châtée pour ne pas effaroucher l'électorat petit-bourgeois; pas une agitation qu'on n'ait freinée pour sauver l'ordre auquel il est attaché.

(suite p. 3)

PERMANENCES DU PARTI :

° PARIS : samedi 26 juillet
de 15 h à 19 h 30

salles Lancry - rue Lancry (X^e)
métro: Strasbourg St. Denis
République

Nous nous battons pour que les méthodes et le contenu de la lutte représentent dans tous les cas, même locaux ou secondaires, l'objectif fondamental de l'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS (Marx) ; nous nous battons donc pour LE REFUS DE LA METHODE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DES GREVES "TOURNANTES", PAR SECTEUR, FRAGMENTEES PAR CATEGORIE ET PAR USINE, ET POUR LE RETOUR AUX METHODES DE LUTTE LA PLUS ETENDUE POSSIBLE DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE, jamais au compte-goutte, en chronométrant la durée des grèves ou en pleurnichant sur l'incompréhension du patronat et du gouvernement.

Pour les mêmes raisons, NOUS NOUS BATTONS POUR L'ABANDON DE LA METHODE DESASTREUSE DES ACCORDS D'ENTREPRISE ET POUR LE RETOUR AUX REVENDICATIONS INTERESSANT L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE, PARMI LESQUELLES EN TOUT PREMIER LIEU LA REDUCTION GENERALE DE LA JOURNEE DE TRAVAIL, L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES, PLUS IMPORTANTE POUR LES BAS SALAIRES, L'ABOLITION DES PRIMES DE RENDEMENT QUI ENCHAINENT L'EXPLOITE A SON EXPLOITEUR, LA SUPPRESSION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES. Tant qu'il sera condamné à vivre dans cette société, le prolétaire doit au moins pouvoir subsister grâce à un salaire de base répondant aux exigences réelles de la vie et acquis par un nombre d'heures de travail allant en diminuant, sans avoir à recourir aux heures supplémentaires et sans mendier des primes ou des améliorations de détail qui le séparent de ses camarades de classe.

Nous nous battons pour que l'organisation syndicale ne soit pas limitée aux murs d'enceinte de l'usine, MAIS POUR QU'ELLE AFFIRME DANS LES FAITS SA NATURE D'ORGANISATION GENERALE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE. En particulier, NOUS NOUS BATTONS POUR QUE RENAISSÉ LA TRADITION GLORIEUSE DES BOURSES DU TRAVAIL, CENTRES POLITIQUES DE REUNION ET DE BATAILLE DE TOUS LES OUVRIERS, QUELLE QUE SOIT LEUR CATEGORIE.

NOUS NOUS BATTONS CONTRE LES DIFFERENCIATIONS HIERARCHIQUES DES SALAIRES INSTITUEES PAR POSTE DE TRAVAIL, PAR SEXE, PAR AGE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE, dont le capitalisme se sert pour diviser la classe ouvrière.

L'APOLITISME DU SYNDICAT EST UNE FICTION : ou bien il conduit comme aujourd'hui une politique réformiste et patriotarde et sert donc les intérêts de la bourgeoisie ; ou bien il mène une politique communiste, révolutionnaire, de classe, et alors seulement défend AUSSI les intérêts immédiats des prolétaires. NOUS LUTTONS POUR QUE LES LUTTES ECONOMIQUES DEVIENNENT, SOUS LA DIRECTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE MARXISTE, LE LEVIER DE LA LUTTE QUI ABATTRA LE REGIME DU CAPITAL ET MENERA A L'INSTAURATION DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

VIVE LE SYNDICAT DE CLASSE !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Pourquoi donc, lors des manifestations du 11 mars, les dirigeants syndicaux ont-ils "instamment demandé qu'elles ne soient pas politisées" ? Pour démontrer que les ouvriers ne font pas une politique de classe, mais une politique d'intérêt national, de salut public, de respect d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Pourquoi donc les chefs de la C.G.T., au soir de cette même journée, se déclaraient-ils "prêts à reprendre la discussion interrompue" ? pourquoi faisaient-ils état, non pas de la ferme volonté de lutte des ouvriers, mais de leurs "offres constructives", "toujours valables" ? Pourquoi, enfin, acceptaient-ils implicitement ces tractations par entreprises et branches d'industrie qu'ils avaient précédemment rejetées en claquant la porte de la conférence de la rue de Tilsitt ?

Parce que les grèves sérieuses et les manifestations puissantes font peur aux classes moyennes et qu'il faut les interdire si l'on veut gagner leur appui. Parce que le "programme commun" implique, selon l'expression même de G. Séguy, que "l'adiscussion se substitue à l'affrontement". Parce que, pour démontrer que "l'amélioration des conditions de vie et de travail est possible sans compromettre ni la monnaie, ni l'économie, ni la République", il faut tout de suite renoncer à ce qui peut les mettre en péril. Parce que, en un mot, les "voix de gauche" se monnaient en grèves avortées ou trahies, l'appui des socialistes se mérite par l'abandon des principes communistes, la confiance des électeurs se gagne par le désaveu de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

L'affaire du 1^{er} mai a été la confirmation symbolique de la capitulation pratique du 11 mars. A la veille encore de la manifestation monstre prévue, les dirigeants de la C.G.T. incitaient les travailleurs à "avoir confiance dans l'issue d'actions nouvelles et plus décisives". "Vous êtes plus puissants et plus assurés que l'an dernier" leur disaient-ils. "Vous êtes forts des succès obtenus, forts de l'entrée de milliers de jeunes dans l'action, forts de l'apport accru de techniciens et cadres, forts des organisations plus nombreuses de la C.G.T. ..." Et ils les appelaient à "assurer un important succès de la manifestation", "à faire progresser l'union des forces ouvrières et démocratiques pour aller vers les changements qui s'imposent".

Brusquement, le 30 avril, ils annulaient la manifestation. La raison invoquée - aussi infâme que ridicule - d'une "provocation" conjuguée des "réseaux gaullistes" et des "gauchistes", ne résiste pas à l'examen ; il suffirait donc de quelques trublions manipulés par le gouvernement pour réduire à l'impuissance les centaines de milliers d'ouvriers que la C.G.T. pouvait mobiliser ? Pour faire s'évanouir en fumée cette force "nouvelle" et "accrue" qu'on venait à peine de vanter ?

La vraie raison de cette décision, les responsables C.G.T. de la région parisienne l'ont avouée. C'était la nécessité de "préserver toutes possibilités d'union de la gauche et du mouvement syndical en vue d'aborder un programme commun". On ne saurait mieux avouer qu' "union de la gauche" et "programme commun", cela veut dire : pas de grève massive, pas de manifestation de rue. "Cette décision, écrivait l'Humanité du 30 avril, tous les démocrates et même tous les Français soucieux d'éviter les déchirements et les troubles l'approuvent. Elle est raisonnable, elle est sage". Voilà donc le fin mot de la chose : on ne peut mener la lutte ouvrière sans "déchirement" de la paix sociale ; on ne

peut défendre les ouvriers sans troubler les bons rapports entre classes aux intérêts opposés. Comme les opportunistes qui dirigent les syndicats veulent, eux, prouver à tout prix à la bourgeoisie que le prolétariat est sage - c'est à dire qu'il ne se bat plus qu'avec d'inoffensifs bulletins de vote -, qu'il est raisonnable, c'est à dire qu'il renonce à ses intérêts révolutionnaires de classe, il ne leur reste plus qu'à lui interdire eux-mêmes grèves et manifestations !

La défaite des travailleurs, ce n'est pas la débandade de la gauche démocratique aux élections. Leur vraie défaite, leur défaite permanente, depuis plus de trente ans, c'est ce "sens élevé des responsabilités nationales des salariés" que, tous ensemble, ministres bourgeois et dirigeants syndicaux se plaisent à reconnaître en eux. C'est cette "maturité plus grande qu'autrefois" dont on les félicite, mais qui n'est que docilité et résignation devant les exigences du capital. C'est d'abandonner la grève pour les élections; c'est de compter sur d'autres classes que sur la leur pour leur émancipation; c'est de vouloir s'acharner à réformer un système social qu'il leur faut détruire.

Pour rien, camarades ouvriers, vous avez tout sacrifié à "l'union avec les classes moyennes" et mérité par votre "bon sens" les félicitations de Poher. Pour rien, vous avez consenti à suspendre l'action revendicative du 11 mars et rentré les banderoles inutilisées du 1 mai. Pour rien, vous avez accepté que votre C.G.T. se pose en "force de l'ordre" et que vos propres cadres se comportent comme des flics dans les grèves et les manifestations !

Pour rien ? Pas tout à fait : en agissant ainsi vous avez donné au patronat et à l'Etat capitaliste un an de répit qui leur permet d'ajourner les revendications brûlantes de février-mars et de préparer des lendemains qui ne chanteront pas ! La leçon est claire. Vous n'avez qu'un seul terrain de lutte: la grève et non les élections ; l'unité des seuls exploités et non les pactes avec les petits-bourgeois ; la préparation de la dictature prolétarienne et non la réforme du capitalisme pourrissant.

A BAS L'ELECTORALISME ET LA COLLABORATION DE CLASSE !



Ronéotypé au siège de "Programme communiste"
7, cours d'Estienne d'Orves Marseille

APRES LES DERNIERS EVENEMENTS DE FLINS

En Mai-Juin 68, au moment où tous les antagonismes des classes explosaient, l'Etat capitaliste; là où le mouvement social débordait violemment le cadre de l'ordre bourgeois, s'est montré ouvertement pour ce qu'il est : garant armé de la conservation de l'ordre social. Notamment à Flins, quand de violentes échauffourées ont éclaté, que l'Etat a réprimé avec force, un étudiant a péri noyé, victime de la répression policière.

Un an plus tard, des militants de la "Gauche Prolétarienne", des camarades de cette victime de l'ordre capitaliste, ont voulu commémorer sa mort parmi les ouvriers à l'intérieur de l'usine de Renault Flins, où, rapidement, certain agents de la maîtrise les ont attaqués.

La bourgeoisie, qui ne s'était nullement émue des morts et des blessés de l'année dernière, comme d'ailleurs elle ne s'émue jamais des victimes et de la misère qu'elle crée tous les jours, crie au scandale. Sa presse se déchaîne et hurle au viol de la sacro-sainte propriété privée, de l'ordre et de la paix sociale, comme elle le fait chaque fois que l'on s'insurge contre sa course effrénée pour le profit tiré de la sueur des prolétaires. L'Etat procède à des arrestations.

Nous, COMMUNISTES, dans la tradition des générations entières de prolétaires qui se sont battus pour la destruction de la société capitaliste et pour l'instauration d'une société sans classes, dans la tradition de ceux qui se sont toujours levés pour revendiquer la vengeance DE CLASSE, prolétarienne, de toutes les victimes de la violence bourgeoise, nous affirmons que le capitalisme EST une société de violence où s'affrontent deux violences fondamentales ; la violence prolétarienne et la violence bourgeoise et que seule la violence prolétarienne peut balayer pour toujours, avec les causes de toute violence au sein de la société. Elle y parviendra en détruisant l'Etat bourgeois et en instaurant sa dictature politique dirigée par son parti de classe, le Parti Communiste.

Par contre, faisant chorus avec la classe ennemie, le Parti "Communiste" Français et les bonzes de la CGT protestent contre les actes de "vandalisme" de ceux qui sont venus "salir notre usine", appelant les ouvriers à la défendre et avançant insidieusement qu'ils devront peut-être se "transformer en groupe de combat", eux qui n'aspirent "qu'à la paix (sociale !) " (tract de la CGT à Flins). Ils font ainsi bloc avec l'Etat, la bourgeoisie et la violence capitaliste. Quelle victoire pour la bourgeoisie! : la PCF, qui aujourd'hui contrôle le prolétariat et ses organisations, collabore à

son œuvre d'oppression jusqu'à empêcher la commémoration d'une de ses victimes! Ils se scandalisent de la violence qui empêche la bonne marche de l'usine, eux qui font accepter comme une "fatalité" aux ouvriers les morts et les blessés de tous les jours dans les fabriques, leur cachant que la bonne marche de tout le capitalisme se fait par une violence sociale, physique et morale sur les travailleurs. Eux, qui se proclament être l'avant-garde de la lutte contre l'oppression capitaliste, appellent la classe ouvrière non seulement à porter ses chaînes dans l'ordre, mais à les DEFENDRE par la violence. Eux, qui se proclament "communistes", s'offrent comme garde du corps des oppresseurs du prolétariat et de leur Etat!

Nous, COMMUNISTES, nous dénonçons le PCF et la direction de la CGT qui se **solidarisent** avec l'Etat bourgeois, avec le patronat et ses laquais, non seulement par une politique effrénée de collaboration de classe, mais par leur préparation active à remplir physiquement le rôle de garde armé du capitalisme contre la classe ouvrière et la Révolution Communiste. Nous affirmons que le prolétariat ne pourra jamais faire un seul pas dans la voie du combat pour son émancipation sans s'affronter sur tous les plans avec ses directions traîtres.

Nous affirmons que s'il est vrai que les actions désordonnées sont étrangères à la tradition d'organisation et de discipline du mouvement prolétarien, le PACIFISME que le PCF essaie par tous les moyens de faire pénétrer dans la classe travailleuse est MILLE FOIS plus étranger à cette tradition. Nous dénonçons le PCF pour être, du fait de son rôle de garde-chiourme et de gendarme du mouvement ouvrier, le responsable des tentatives sans lendemains des groupes qui croient qu'on peut surmonter la situation actuelle de faiblesse du mouvement prolétarien et le dur travail de reconstitution de sa force de classe, par des actions spontanées et généreuses qui, finalement, ne peuvent que provoquer le désarroi dans le prolétariat. C'est seulement par la reconstitution de sa force unitaire de classe que le prolétariat pourra un jour encadrer et imposer sa discipline de fer à toute révolte contre l'ordre bourgeois.

Contre les directions opportunistes actuelles qui veulent faire combattre le prolétariat pour **affermir** les chaînes de l'exploitation capitaliste qu'il subit, NOUS APPELONS comme toujours, la classe ouvrière à opposer à l'organisation, à la force et à la violence unie de la bourgeoisie, la préparation révolutionnaire et communiste de l'organisation, la force et la violence unitaire du prolétariat. Nous appelons les ouvriers à lutter pour que leur syndicat de classe, la CGT, ne finisse pas comme garde du corps de l'Etat capitaliste et pour qu'elle devienne un levier puissant de l'émancipation prolétarienne, sous le guide du Parti Communiste Mondial.